

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION DES
COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation
classée pour la protection
de l'environnement

BUREAU
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

N° IC 20046181

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié le 30 mai 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
VU le Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié le 30 mai 2005 et le 1er août 2005 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'Environnement ;
VU l'Arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages dans le département des Côtes d'Armor ;
VU l'Arrêté préfectoral du 12 juin 2006 établissant le 3ème programme d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
VU l'arrêté préfectoral du 25 mai 1992 autorisant M. Jean-Claude QUENIAT à exploiter à PLOUGRAS au lieu-dit « Crec'h An Tara » (section C n°: 171) un élevage de 34 000 poulets de chair (soit 34000 animaux équivalents) ;
VU la demande présentée par L'EARL de CASTEL PIC sise à GUERLESQUIN au lieu-dit « Quignec » en vue de l'extension de l'élevage avicole de 34000 poulets de chair exploité à PLOUGRAS au lieu-dit « Crec'h An Tara » (section C n°: 171) par la création de 8000 poulets de chair supplémentaires et l'exploitation à cette adresse, d'un forage à 25 m de l'élevage ;
L'élevage ainsi constitué comprendra 42000 animaux-équivalents volailles de chair
VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;
VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 31 mai 2007 ;
VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques en séance du 13 juillet 2007 ;
CONSIDERANT que le déclarant ne respecte pas les distances prescrites par l'arrêté réglementaire susvisé du fait de l'implantation d'un forage à moins de 35 m de l'élevage ;
CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

A R R E T E

ARTICLE 1er : Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1992 sont modifiées comme suit :

L'EARL de CASTEL PIC sise à GUERLESQUIN au lieu-dit « Quignec » est autorisée à exploiter à PLOUGRAS au lieu-dit « Crec'h An Tara » (section C n°: 171), un élevage avicole dont la capacité maximale est de 42 000 animaux-équivalents volailles de chair (poulets, dindes, pintades) en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter à 6 450 kg par an, la quantité d'azote produite.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 1992 sont modifiées comme suit :

Prescriptions particulières :

2.1. - Aménagement des bâtiments:

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 1 500 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du poulailler et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3. - Transfert des effluents bruts :

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi et cosigné par l'exploitant et le repreneur. Sur ces bons sont indiqués :

- La date de départ.
- Le type de produit.
- Les quantités enlevées en tonnes et en m³.
- La dénomination de l'exploitant, son adresse et la parcelle de destination.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

2.4. - Stockage et épandage des effluents bruts.

2.4.1.- Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (failles, bétouilles).

2.4.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2.4.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2.4.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

2.4.5. - Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants.

2.5. - Prescriptions particulières relatives au forage existant :

Le forage existant sur la parcelle cadastrée C n° 171 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

2.5.1. - Un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrage est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;

2.5.2. - La protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;

2.5.3. - Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;

2.5.4. - Le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;

2.5.5. - L'interconnexion avec le réseau public est interdite ;

2.5.6. - L'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

2.5.7. - A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

2.6. - Prescriptions liées au phosphore.

2.6.1. - L'utilisation de phytases dans l'alimentation sera mise en place dès la notification de l'arrêté préfectoral.

2.6.2. - L'éleveur devra tenir à disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (quantités, formules...). Ces documents seront conservés pendant cinq ans.

2.6.3. - Il devra également mettre en oeuvre tous moyens propres à empêcher le transfert de particules de phosphore vers les cours d'eau et en particulier, respecter les mesures suivantes:

- La couverture hivernale des sols généralisée,
- L'interdiction de destruction des obstacles aux transferts de phosphore (talus, haie etc.)
- L'interdiction d'abreuvement des animaux directement à la rivière.

2.6.4. - Il devra également utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène.

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 25 mai 1992 sont maintenues.

ARTICLE 4 : Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

En cas de cessation d'activité l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret du 21 septembre 1977 modifié, est tenu d'en faire la déclaration et de remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V, titre I du Code de l'environnement

ARTICLE 5 : Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la porte de la mairie de PLOUGRAS pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins de l'EARL de CASTEL PIC.

ARTICLE 7 : Délai et voie de recours (L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif (sis : Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de LANNION,
Le Maire de PLOUGRAS,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Fait à SAINT-BRIEUC, le - 8 OCT. 2007

Le Préfet,
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT